

WELTMUSEK

Willis Tipps



Verborgene Inselklänge aus Mayotte

Im Indischen Ozean liegt die Insel Mayotte, die geografisch und kulturell zu den Komoren, politisch zu Frankreich gehört. Musik von dort findet man bei uns kaum, die acht Alben, die **M'Toro Chamou** seit 1998 veröffentlicht hat, sind hier unbekannt geblieben. Sein neuntes, **Punk Island**, ist nun aber erhältlich. „Punk“ bezieht sich nicht auf den Musikstil, sondern auf die koloniale Verwüstung seiner Heimatinsel, über die er auf Kreolisch (französische Erläuterungen im Booklet) singt. Die Musik basiert auf dem komorischen M'Godro, der Ähnlichkeiten mit der Musik des benachbarten Madagaskar aufweist, z.T. vermischt mit Reggaebeats. Hier hat man die gute Gelegenheit, einen sehr interessanten Stil zu entdecken, der von den internationalen Vertriebsfirmen meistens sträflich vernachlässigt wird, weil er nicht so gut zum Weltmusik-Mainstream zu passen scheint. Eine originelle Produktion mit Ecken und Kanten und starken Grooves aus einer der wenig beachteten Regionen des Globus.

M'Toro Chamou - *Punk Island (Le Cri de L'Océan Indien/Adami)*



Buena Vista Social Club? Eliades Ochoa!

Als 1996 die Aufnahmen zum legendären Album „Buena Vista Social Club“ auf Kuba gemacht wurden, gehörte der damals 50-jährige Gitarrist **Eliades Ochoa** zu den Jüngsten in der Band. Heute sind Omara Portuondo und er die letzten noch lebenden Mitglieder. Ochoa hat zahlreiche bemerkenswerte eigene Platten veröffentlicht. Auf seiner aktuellen CD **Guajira + Mas Guajira** präsentiert er 13 kubanische und Latinstücke, die er mit der jungen Gruppe **Alma Latina** eingespielt hat. Sie bleiben nah an der akustischen kubanischen Tradition, setzen aber auch die Elektrogitare ein. Auf vielen Stücken singt Eliades' Schwester Maria Ochoa, auf Kuba seit Jahrzehnten eine etablierte, beindruckende Sängerin. Ein sehr schönes, frisches kubanisches Album mit einem unaufdringlichen elektrischen Touch.

Eliades Ochoa & Alma Latina - *Guajira + Mas Guajira (Tumi Music)*



Der Kern moderner griechischer Musik

Der Rebetiko (auch als Rembetiko bekannt) ist ursprünglich in Smyrna, dem heute türkischen Izmir, entstanden und wurde nach dem griechisch-türkischen Krieg 1922 im Zuge gegenseitiger Vertreibungen der Klang der verarmten und ausgegrenzten Flüchtlinge in Piräus und Thessaloniki. Die Athenerin **Katerina Tsiridou** hat sich dem Rebetiko verschrieben und ein Album mit 17 klassischen Liedern des 1886 in Smyrna geborenen Komponisten und Sängers Panayiotis Toundas aufgenommen. Das Album **Aman Katerina** widerlegt eindrucklich das Klischee vom Rebetiko, als dem ausschließlich melancholischen „Blues“ Griechenlands. Die exzellente Sängerin (gelegentlich im Duett) und ihre brillanten Instrumentalisten zeigen, wo die moderne griechische Musik (auch die von Mikis Theodorakis) ihre immer noch sehr lebendigen Wurzeln hat.

Katerina Tsiridou - *Aman Katerina (Protasis Art)*

Transglobal
World Music Chart



April - Top 5/Top 10

1. **Rokia Traoré - Né So** (Nonesuch Records) Mali
2. **Aziza Brahim - Abbar el Hamada** (Glitterbeat Records) Westsahara
3. **Las Hermanas Caronni - Navega Mundos** (Les Grands Fleuves) Argentinien/Frankreich
4. **The Gloaming - 2** (Real World Records) Irland
5. **Sidestepper - Supernatural Love** (Real World Records) Kolumbien/GB

Die ganze Chart auf <http://www.transglobalwmc.com/> und bei Facebook „Mondophon auf Radio ARA“ (Willi Klopptek)

KULTUR

POLITIQUE CULTURELLE (1/2)

La fin de la longue marche

Luc Caregari

Alors que la politique culturelle semble prendre un virage au Luxembourg, le woxx se penche sur elle pour démêler un tant soit peu les directions qu'elle a prises et pourrait prendre à l'avenir.

Développer la culture au Luxembourg est une ambition qui se retrouve dans presque tous les discours politiques depuis des décennies - à l'exception peut-être de celui de l'ADR. Pourtant, l'impression que la scène culturelle luxembourgeoise reste un ovni difficile à cerner persiste. Des problèmes d'identité, d'ego sur- ou sous-dimensionnés, de solidarité et de distribution correcte des fonds et des subventions la traversent régulièrement comme des orages d'été. Et, généralement, le retour au statu quo est de mise après une brève période de questionnements intenses.

Nonobstant, la nouvelle coalition avait aussi des ambitions pour réformer la politique culturelle et lui donner enfin un peu plus de cohérence, après des décennies de laisser-aller et de distribution à l'arrosage et à la tête du client du pactole que l'État voulait bien réserver à la culture. En témoigne le plan de développement culturel, qui reste toujours inscrit dans le programme gouvernemental et qui devrait donner des orientations plus claires, après un état des lieux. Dans une première période, sous l'ancienne ministre de la Culture Maggy

Nagel, ce fameux plan n'a pourtant pas avancé d'un iota. D'après nos sources, quelques réunions auraient bien eu lieu, mais le ministère et surtout certains de ses fonctionnaires auraient tellement manqué d'ambition et d'intérêt que les « experts » convoqués pour élaborer une première ébauche de ce plan ont fini par laisser tomber.

La culture est un business à réformer

Alors, que fait le Luxembourg, quand il ne sait pas comment avancer dans une matière ? Il invite un expert de l'étranger pour lui montrer le chemin. Tel a en tout cas été l'idée pas vraiment révolutionnaire de la fondation Robert Krieps, très proche de LSAP, qui ce lundi avait invité Patrick S. Föhl au Cercle Cité pour qu'il partage son expérience. Devant un auditoire rempli des « usual suspects » émanant des institutions et associations culturelles du pays, on a surtout remarqué l'absence du personnel du ministère de la Culture. Était-ce à cause d'un problème politique, le ministère étant aux mains des partenaires libéraux, ou tout simplement par désintérêt ? On ne sait pas.

Cet expert a l'expérience de l'établissement de plans de développement culturel dans l'État fédéral allemand de Thuringe ou a encore aidé la ville de Düsseldorf à se redéfinir culturellement. Il a longuement dé-

Il devra mener la bataille autour du plan de développement culturel à venir : Guy Arendt.



PHOTO : © WIKIMEDIA COMMONS

crit le processus qui attend le grand-duc s'il veut vraiment établir un tel plan.

D'abord, il faut un processus participatif, dans lequel ou doit « convaincre même les adversaires, simplement en les impliquant dès le début. Bien sûr qu'il y aura des résistances, qu'il faudra endiguer en menant avant tout beaucoup de discussions entre quatre yeux - pour créer de la confiance ». Ce n'est qu'après cette première étape que Föhl préconise la tenue d'ateliers pouvant englober un plus grand nombre d'acteurs culturels. Et, par ces derniers, il n'entend pas uniquement les artistes et les fonctionnaires de la Culture. Dans son approche, il faut aussi réunir l'industrie touristique, les restaurateurs, les entrepreneurs tout court - bref, tout ce qui de près ou de loin pourrait être associé au business de la culture. Car c'est bien cela son postulat de départ : la culture est un business. Et un business qu'il faut réformer.

Ce n'est qu'après cette étape, la consultation de l'agora la plus large possible, que la planification elle-même peut commencer. « Un plan de développement culturel doit contenir des éléments concrets pour les 10 à 15 ans à venir », professe Föhl, « c'est pourquoi la phase des consultations est tellement importante. Il ne faut pas se laisser avoir par l'idée qu'il faut le consensus le plus large possible, sinon vous risquez d'avoir investi beaucoup d'efforts et d'argent

dans un document qui finalement ne servira pas à grand-chose. Il faut savoir persuader et il faut aussi savoir ignorer certaines résistances si on veut vraiment avancer. »

Disons que, pour le Luxembourg, avec la culture du consensus qui prime tout en tant que garante de la paix sociale et politique, ce n'est pas gagné d'avance. Pourtant, ce n'est pas là où le bât blesse vraiment. C'est plutôt dans la cible des explications de Föhl que se dévoile son vrai objectif : « Nous devons en finir avec le principe de la politique culturelle 'additive'. Une politique qui veut qu'on investisse toujours plus dans la culture. » Selon lui, ce serait « un réflexe qui vient des mouvements sociaux qu'ont connus les pays d'Europe de l'Ouest dans les années 1970 et 1980 - quand la société civile s'est mise à revendiquer des infrastructures culturelles à sa taille et qu'elle s'est approprié à proprement parler la politique culturelle ». Mais, selon Föhl, les infrastructures culturelles nées de ces mouvements ne seraient plus adaptées à la réalité du terrain.

Contre le principe de la politique culturelle 'additive'

En d'autres mots : il faut arrêter de considérer la culture comme un secteur à part, doté d'une plus-value sociétale. La longue marche à travers les institutions entreprise par la société civile pour s'approprier - ou

se réapproprier - ce qui lui appartenait de toute façon est finie, il faut se raisonner et voir dans la culture un business comme les autres. Plus de Kulturfabrik, plus de Radio Ara et autres à l'avenir. Celui-ci appartient aux synergies et aux partenariats les plus incongrus. Föhl a même cité un exemple de l'Allemagne rurale où les institutions culturelles collaborent désormais avec l'agriculture.

Comment veut-il y parvenir ? Simplement par l'élargissement de la zone de combat et par la différenciation entre ce qui serait nécessaire et ce qui ne le serait pas. Reste la question de savoir si c'est vraiment aux dirigeants politiques de déterminer ces nécessités. Car il cite lui-même une panoplie de risques endémiques à son approche : le sous-financement, la perte de l'innovation et de la légitimité du secteur. Bref : le risque d'une désertification est bien réel.

D'autant plus que, depuis la reprise par les libéraux du ministère de la Culture, certains pas dans cette direction ont bel et bien déjà été entrepris. Rappelons que, sous Maggy Nagel, le statut d'artiste a été réformé et que désormais les artistes sont rabaissés à de simples receivers d'aides sociales. Une mesure symbolique qui en dit long sur la logique et la mentalité mercantile. De même l'effort de dénonciation des conventions : certes, la politique culturelle luxembourgeoise a besoin de réformes, mais faut-il pour autant les

mener au bulldozer ? D'autant plus que le résultat de cette dénonciation des conventions est quasiment nul et que beaucoup d'associations restent dans les limbes quant à leur financement, confrontées à des fonctionnaires surmenés par la charge de travail additionnelle. Peut-être que, avant d'anticiper de nouvelles réformes, il faudrait commencer par donner plus de personnel à ce ministère exsangue. Un ministère d'ailleurs qui ne représente que 0,46 pour cent du budget global de l'État.

Et ce ne sont pas les bonbons qu'on jette de temps en temps à la figure des établissements publics en manque de cash - comme le budget d'acquisition du Mudam - qui vont changer grand-chose aux problèmes de fond. Nous allons d'ailleurs analyser ces derniers dans le prochain article de cette série, à paraître dans deux semaines.